

[print](#)

Le voyage de Kerry en Asie et l'intensification des préparatifs de guerre contre la Chine

De [Peter Symonds](#)

Global Research, février 18, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-voyage-de-kerry-en-asie-et-lintensification-des-preparatifs-de-guerre-contre-la-chine/5369426>

La visite à Beijing du ministre américain des Affaires étrangères John Kerry vendredi dernier, est la dernière étape en date du « pivot vers l'Asie » provocateur du gouvernement Obama, dont le but est de saper l'influence chinoise et de renforcer les forces militaires et les alliances américaines en préparation de la guerre. Ayant délibérément attisé de dangereux points chauds en Asie au cours des quatre dernières années, les États-Unis tentent de profiter de leur avantage, quelles qu'en soient les conséquences.

À Beijing, Kerry a cherché à imposer son autorité sur la direction chinoise sur une série de questions sensibles. Sur la situation explosive dans la péninsule coréenne, il a insisté pour que la Chine utilise « tous les outils à sa disposition », y compris des sanctions économiques qui auraient un effet paralysant, pour forcer son allié nord-coréen à se plier aux exigences américaines de dénucléarisation. En relation avec la situation tendue en Mer de Chine orientale et en Mer de Chine méridionale, il a appelé Beijing à adopter « un régime plus calme, plus appuyé sur le droit, moins conflictuel », faisant implicitement porter à la Chine la responsabilité des tensions que les États-Unis ont délibérément ravivées.

Pour faire bonne mesure, Kerry a également insisté auprès des dirigeants chinois pour qu'ils soutiennent leur opération de changement de régime en Syrie et qu'ils suivent la ligne américaine concernant l'Iran aux Nations unies, et a exprimé des inquiétudes sur les « droits de l'Homme » en Chine, « en particulier en ce qui concerne les régions tibétaine et ouïghour ». Cette dernière référence était calculée pour jouer sur les craintes légitimes des Chinois quant à l'exploitation par les États-Unis des mouvements séparatistes dans ces régions de Chine afin de fracturer le pays.

Kerry a paré ses exigences provocatrices des atours du langage de la « paix », de la « démocratie » et de la « sécurité ». L'intervention américaine dans les conflits maritimes de longue date entre la Chine et ses voisins a lieu sous la bannière de la « liberté de navigation. » Le refrain américain habituel est que Beijing doit se conformer à l'ordre mondial actuel « qui s'appuie sur des règles », c'est-à-dire, un ordre dominé par l'impérialisme américain, où les « règles » sont fixées par Washington. Tout cela est répercuté sans un mot de critique par des médias complètement soumis.

Les États-Unis au contraire opèrent dans le monde entier en toute impunité et avec un mépris absolu des règles sur lesquelles ils donnent des leçons aux autres. Le président Obama, reprenant la politique du président Bush, a accordé aux États-Unis le droit de mener des guerres « préventives », c'est-à-dire, des guerres d'agression pour faire avancer les intérêts et les ambitions mondiales de Washington. L'invasion américaine de l'Afghanistan en 2001 fut suivie des guerres d'Irak et de Libye ainsi que de multiples provocations, sanctions et menaces militaires contre une série de pays, dont l'Iran et la Corée du Nord. Déclencher une guerre d'agression est une infraction fondamentale au droit international et ce fut

l'accusation principale soulevée lors du procès de Nuremberg contre les dirigeants nazis après la Seconde Guerre mondiale.

Les criminels installés à la Maison blanche traitent les « droits de l'Homme », ainsi que les normes internationales et le droit international, avec un mépris absolu. Dans le cadre bidon de leur « guerre contre le terrorisme », les États-Unis poursuivent un programme de meurtres et d'assassinats sans restriction par des frappes de drones, y compris contre des citoyens américains. Les déportations de prisonniers vers des États tiers, la torture et la détention pour une durée indéterminée sans procès sont toujours de mise. Sur le sol des États-Unis, les droits constitutionnels fondamentaux sont battus en brèche. Le lanceur d'alerte Edward Snowden a révélé les vastes opérations d'espionnage de la *National Security Agency* contre toute la population américaine et les peuples du monde entier, ainsi qu'une guerre électronique et des programmes de piratage informatique des États-Unis qui visent aussi bien leurs ennemis que leurs alliés officiels.

Quelle serait la réaction américaine à des actions similaires de la part de la Chine ou d'un autre pays ? Que se passerait-il si des navires étrangers patrouillaient régulièrement au large des côtes américaines sous le prétexte de la « liberté de navigation », ou si un rival établissait une base militaire, sans parler d'une série de bases et d'alliances, quelque part en Amérique latine, ou s'il critiquait les abus des États-Unis contre les « droits de l'Homme », ou soutenait les revendications de Cuba sur la Baie de Guantanamo ? Poser la question, c'est y répondre. Chacun de ces actes déclencherait une réaction belliqueuse, y compris la menace de guerre.

Les actions du gouvernement Obama au cours de ces quatre dernières années ont transformé toute la région indo-pacifique en une poudrière très instable.

- En encourageant le Japon et les Philippines, en particulier, à insister sur leurs revendications, les États-Unis ont transformé de vieux conflits maritimes assez peu intenses en Mer de Chine orientale et en Mer de Chine méridionale en des points chauds internationaux de premier plan. Les États-Unis ont indiqué leur intention, juste avant le voyage de Kerry, de raviver encore plus les tensions en Mer de Chine méridionale en abandonnant leur posture de « neutralité » sur ces questions territoriales et en prenant ouvertement position contre la Chine.
- Sur la péninsule coréenne, le gouvernement Obama a refusé de prendre part à toute négociation internationale sur les programmes nucléaires de la Corée du Nord à moins que Pyongyang ne se plie à toutes les exigences américaines. Plus d'une fois, les États-Unis ont imprudemment joué avec le feu et failli provoquer une catastrophe en réagissant au moindre incident par une démonstration de force massive. En mars/avril dernier, en réaction à la rhétorique belliqueuse mais creuse de la Corée du Nord, le Pentagone a envoyé des bombardiers B-52 et B-2 pouvant contenir des armes nucléaires, ainsi que des navires de guerre, en Corée du Sud, et annoncé une rénovation majeure de ses systèmes anti-missiles en Asie du Nord-Est.
- Le gouvernement Obama a développé le dispositif militaire des États-Unis dans toute la région, avec des plans pour transférer 60 pour cent de tous les moyens aériens et maritimes dans la région indo-pacifique en 2020. Les États-Unis ont renforcé leurs alliances, en particulier avec le Japon et l'Australie. Ils sont en train de restructurer ou d'établir des arrangements pour des bases au Japon, en Corée du Sud, en Australie, à Singapour et aux Philippines, et renforcent leurs liens stratégiques avec pratiquement tous les pays de la région. Les laboratoires d'idées américains proches de l'élite militaire discutent publiquement des plans, des préparatifs et des stratégies pour une guerre contre la Chine.

Loin d'être une force pour la « paix » et la « sécurité », l'impérialisme américain est

aujourd'hui le facteur le plus déstabilisant de la politique mondiale. Cinq ans après l'effondrement financier mondial de 2008-09, les États-Unis cherchent à surmonter leur crise économique toujours en cours en imposant de nouveaux fardeaux à la classe ouvrière dans le pays et à leurs rivaux à l'étranger. Le gouvernement Obama exploite la supériorité militaire américaine pour s'assurer d'une hégémonie continue des États-Unis en Asie, qui est devenue le principal fournisseur de main d'oeuvre bon marché du monde, avec la Chine en son centre. Cet ordre mondial « qui s'appuie sur des règles » cherche à réduire la Chine au rang de semi-colonie soumise.

En s'opposant aux préparatifs de guerre des Etats-Unis contre la Chine, on ne peut accorder aucun soutien à la direction chinoise, qui est profondément hostile à la classe ouvrière et qui cherche avant tout à parvenir à un accord avec Washington. Au cours des trente dernières années, le Parti communiste chinois a grandement affaibli toute capacité de résistance aux agressions américaines en démantelant les relations de propriété nationalisées et en intégrant la Chine dans le capitalisme mondial comme une vaste plate-forme à bon marché. Le PCC est surtout organiquement hostile à toute mobilisation indépendante de la classe ouvrière chinoise et internationale, l'unique force sociale qui soit capable de mettre fin au danger d'une guerre catastrophique par l'abolition de sa cause principale: le système capitaliste en faillite et son organisation en Etats-nations, totalement dépassée.

Peter Symonds

Article original, [WSWS](#), paru le 17 février 2014

Copyright © 2014 Global Research